



Profits en hausse, effectifs en baisse et pas de réponse claire après le rapport RPS

Les syndicats de Groupe Moniteur appellent les salariés à prendre connaissance des conclusions du rapport d'expertise grave réalisé par Alterventions et de la réponse de la direction, qui a mandaté le cabinet Plein Sens pour un audit sur l'organisation du travail, sans proposer de mesure concrète avant trois mois. Quant au partage des bénéfices de ces deux dernières années, la direction refuse d'envisager un accord d'intéressement. Pas d'accord, pas de prime Macron.

Une rentabilité faramineuse : 33%

En 2021, le Groupe Moniteur renoue avec les chiffres stratosphériques de rentabilité atteints en 2017, 2018 et 2019. Alors que le chiffre d'affaires renoue avec les niveaux d'avant la pandémie, l'EBITDA (indicateur mesurant la performance comptable, des bénéfices bruts) s'élève à 33% du chiffre d'affaires. A peine en dessous du record de 34% en 2018 et 2019. Par ailleurs, l'année 2020 n'a pas été un annus horribilis pour Infopro Digital, car Groupe Moniteur a fourni une rentabilité non négligeable de 26% du CA.

Un climat social dégradé

L'enquête Great Place to Work, commandée par la direction et réalisée dans toutes les sociétés du groupe IPD pour laquelle Julien Elmaleh et Céline Ruat s'étaient engagés «à mettre en place des actions adéquates pour améliorer notre qualité de vie au travail», a donné des résultats fort négatifs, en dessous de la moyenne du groupe Infopro Digital, qui elle-même est en-dessous de la moyenne nationale.

Un partage de bénéfices rikiki

Vous avez reçu votre participation, sans doute la plus basse depuis plus d'une décennie. Où va l'argent généré grâce à notre travail ? C'est simple : dans le remboursement des intérêts de la dette du LBO et le rachat d'autres sociétés. Malgré les demandes des organisations syndicales, la direction refuse d'envisager un accord d'intéressement et ferme ainsi la porte aux primes défiscalisées prévues par le gouvernement.

Une enquête RPS très alarmante

L'enquête menée par Alterventions, à la demande des élus du CSE et après un long combat dans les tribunaux, a abouti à un travail dense, d'excellente qualité, grâce à une forte participation des salariés. Les constatssont très alarmants : une organisation «liquide» du travail, un pilotage uniquement financier, aucune prise en compte de l'identité professionnelle des salariés, ni des impacts délétères des méthodes de management sur la santé des salariés. Une première réunion de restitution sera organisée ce mardi en visioconférence, il y en aura d'autres. Prenez connaissance des analyses et des conclusions, votre santé psychologique et émotionnelle en dépend. Ne vous laissez pas submerger, vous n'êtes pas seul, parlez avec les élus du personnel.

Chute des effectifs : sous la barre de 350

Près de 40 postes supprimés en 2018 et 2019, 30 de moins en 2020, une douzaine en 2021 à fin août... nous n'étions plus que 349, contre 410 en 2018, 499 en 2014, 648 en 2008. Sans parler de la situation des journalistes rémunérés à la pige...

Une première réponse décevante

La direction a décidé de prendre un cabinet spécialisé en organisation du travail pour réaliser un audit et proposer des mesurètes organisationnelles déconnectées d'une réelle protection en termes de risques psycho-sociaux. Les travaux commenceront le 10 janvier et il faudra attendre trois mois pour un plan d'action. Ce n'est pas à la hauteur de ce qu'attendaient les élus du personnel.